

# FINANCEMENT DE LA VACCINATION DURABLE

## Résumé Condensé

Volume 1, Numéro 3 | Décembre 2009



### Dans ce numéro :

- Les parlementaires poursuivent le financement de la vaccination dans la RDC
- Sabin est sponsor d'un « Programme de discussions » sur le financement de la vaccination au Népal
- Sabin incite un engagement pour assurer le financement durable en Sierra Leone
- La première dame de l'Éthiopie est l'hôtesse de la première séance d'information du pays, sponsorisée par le SIF, à l'intention des parlementaires
- SIF facilite une discussion opportune sur le financement de la vaccination avec les maires du Cameroun et le PEV
- Championne de vaccination de la RDC
- Les parlementaires ougandais sont résolus à surmonter les défis posés par le financement de la vaccination
- Ressources recommandées

Visitez notre site!  
[www.sabin.org/sif](http://www.sabin.org/sif)

### Les parlementaires poursuivent le financement de la vaccination dans la République Démocratique du Congo

Lors du quatrième Forum des Partenaires GAVI, organisé du 18 au 20 novembre 2009 à Hanoï, au Viêt Nam, près de 450 partenaires de la vaccination mondiale ont écouté Mme Vicky KATUMWA, députée de la République démocratique du Congo (RDC), décrire comment elle et d'autres députés sont devenus des défenseurs *par excellence* du financement de la vaccination.

Lors d'une réunion d'information sur le financement durable de la vaccination à Kinshasa, RDC, sponsorisée par Sabin le 23 septembre 2009 — et à laquelle ont participé quinze députés et sénateurs — les élus furent surpris d'apprendre que la RDC n'avait fourni aucun financement pour le budget de vaccination. Ils découvrirent en outre que leur pays était le seul pays d'Afrique centrale actuellement en retard dans ses paiements par rapport à ses engagements de cofinancement auprès de l'Alliance mondiale pour les vaccins et la vaccination (GAVI) relatifs aux vaccins nouveaux et sous-utilisés.

Selon son accord avec GAVI, en septembre 2009, la RDC aurait dû payer 1,3 millions \$ US comme co-financement pour les vaccins pentavalents et contre la fièvre jaune pour 2010. En 2010 et 2011, les co-financements GAVI augmentent respectivement à 1,5 millions \$ US et 1,6 millions \$ US, lorsque le pays commencera à utiliser le vaccin antipneumococcique. Cependant, il n'existe pas de ligne budgétaire dans le budget du secteur de la santé pour couvrir les co-paiements GAVI ou, en fait, toute dépense normale du Programme Élargi de Vaccination (PEV).

### Sabin est sponsor d'un « Programme de discussions » sur le financement de la vaccination au Népal

Sabin a sponsorisé la première d'une série de trois séances d'information de plaidoyer sur le financement de la vaccination le 11 septembre 2009 à Katmandou, au Népal. Cette réunion d'introduction s'est concentrée sur l'élaboration d'une série cohérente de messages de plaidoyer pour le financement à long terme du Programme Élargi de Vaccination (PEV) du Népal. Des représentants du Ministère de la Santé, du Ministère des Finances et du Parlement du Népal ont lancé ce qui était conçu pour devenir un dialogue continu entre ces trois institutions. Comme l'a déclaré l'Honorable Chet Raj PANT du Comité de planification national : « La communication est le plus grand défi pour le succès de notre système de santé ».

Le Dr Shyam Raj UPRETI, Directeur de la division de la Santé



Membres du panel du Forum des partenaires GAVI à Hanoï, Viêt Nam, où les participants ont discuté des opportunités et des défis associés aux vaccinations et des politiques de GAVI.

A la réunion, SIF participait également un représentant du Ministère du Budget. Sur son incitation, le Ministre du Budget, M. Michel Lokola ELEMBA, autorisa rapidement le Ministre des Finances à verser les co-paiements GAVI en souffrance. Après un long processus, un paiement partiel de 511 000 \$ US fut versé le 30 de novembre. Le Ministère des Finances promit de payer la reliquat de 819 000 \$ avant la fin de l'année.

Mme la députée KATUMWA et ses collègues de la Commission Socioculturelle travaillent avec le secteur de la santé et, après la séance d'information, eux aussi se sont mis au travail. Dans sa proposition initiale d'octobre dernier, le gouvernement avait proposé d'affecter seulement 5 % de son budget total de 2010 au secteur de la santé, et il n'existait pas de fonds clairement alloués à la vaccination. Pour la première fois, les

*Suite de « Les parlementaires poursuivent le financement » en page 3*

de l'Enfant au Ministère de la Santé a souligné la nécessité pour les trois parties de considérer la vaccination comme un investissement dans l'avenir du peuple du Népal et Le Dr YV PRADHAN, Chef de Division de la Politique, la Planification et la Coopération Ternationale au Ministère de la Santé et Population, a fait une présentation insistant sur la contribution de la vaccination à la réalisation de l'objectif 4 ainsi que les objectifs 1, 2 et 5 du Millénaire pour le Développement . Bien que le budget général de santé du pays ait augmenté au cours des dernières années, la hausse des coûts de vaccination — due en grande partie à l'introduction de nouveaux vaccins — a augmenté encore plus la dépendance du Népal envers les bailleurs extérieurs pour financer le PEV.

*Suite de « Programme de discussions » au Népal » en page 3*



## Le SIF incite un engagement pour assurer le financement durable de la vaccination en Sierra Leone



Participants à la réunion après la cérémonie d'ouverture du « Symposium des parlementaires sur le financement durable de la vaccination » organisé à Aberdeen, Sierra Leone.

La Sierra Leone est en train de faire la transition entre la planification d'urgence et celle à long terme après un conflit d'une dizaine d'années au cours duquel le PEV de la nation avait été entièrement supporté par les donateurs. La nation a enregistré une augmentation importante de sa couverture vaccinale, qui est passée de 34 % à la fin du conflit en 2002 à 68 % en 2008 .

Le 6 novembre 2009, le SIF a co-hébergé un symposium à Freetown pour informer les parties prenantes clés de la nécessité du financement durable de la vaccination et a sollicité leur support pour réaliser cela. À

la conférence, ouverte par l'Honorable Juge Abel STRONGE, président de la Chambre des députés, ont participé les membres du Comité parlementaire de la santé, les Chefs principaux, les représentants des Ministères de la Santé et des Finances, OMS, UNICEF, Rotary International et des journalistes locaux.

Les participants ont produit un certain nombre de recommandations, y compris : le renforcement de l'action collective, en particulier entre les parlementaires, le Ministère de la santé et de l'assainissement et le Ministère des finances et du développement économique ; l'augmentation de la collaboration entre le gouvernement et les parties prenantes extérieures, y compris le secteur privé, les organisations de service à la communauté et les médias ; le support de la législation pertinente ; et le renforcement de la collaboration avec les Conseils de district .

Le symposium s'est terminé avec un engagement ferme de la part de tous les participants, y compris l'Honorable Bintu MYERS, présidente du Comité parlementaire de la santé, pour mettre en œuvre les recommandations afin d'assurer la réalisation du financement durable de la vaccination en Sierra Leone.

## La première dame de l'Éthiopie est l'hôtesse de la première séance d'information du pays, sponsorisée par le SIF, à l'intention des parlementaires

Le 28 octobre 2009, son Excellence Azeb MESFINE, Première dame de l'Éthiopie et Présidente de la Commission Permanente sur les Affaires Sociales — ainsi que 21 membres du parlement et représentants de Sabin, UNICEF et OMS — ont été convoqués à une réunion d'introduction pour discuter des défis et des approches pour mettre en œuvre le financement durable de la vaccination.

Etant donné la taille, l'hétérogénéité et l'infrastructure de santé toujours en voie de développement, le Ministère de la santé s'est jusqu'à présent concentré sur l'amélioration de la couverture vaccinale. Ses efforts ont été récompensés. Le PEV de l'Éthiopie sauve actuellement un nombre estimé de 100 000 enfants par an. L'an dernier, toutefois, 381 000 enfants de moins de cinq ans sont morts, principalement par suite de causes évitables. L'augmentation de la couverture de vaccination élimine jusqu'à 25 % de ce taux de mortalité, en contribuant à atteindre l'Objectif Numéro 4 du Millénaire pour le Développement (OMD 4).

Un certain nombre de défis ont été discutés à la réunion, y compris les fardeaux auquel le gouvernement fait face pour satisfaire aux demandes fiduciaires des donateurs. Un deuxième problème est causé par les délais souvent importants entre les engagements des donateurs et le déboursement actuel des fonds d'aide. En outre, les participants ont discuté des risques d'importation des infections à partir des pays voisins, en particulier le long des frontières des zones de conflit. Le Dr Pascal MKANDA, conseiller OMS pour le PEV, a déclaré aux

*Suite de « La première dame de l'Éthiopie est l'hôtesse de la première séance d'information » en page 4*

## Le SIF facilite une discussion sur le financement de la vaccination en temps opportun entre les maires du Cameroun et le PEV

Le calendrier ne pouvait pas être meilleur pour que le responsable principal du programme de Sabin, Jonas MBWANGUE, organise une réunion entre l'Association des Maires du Cameroun et le Ministère de la Santé et de la population pour discuter des idées de financement de le PEV. Le Cameroun est prêt à entreprendre un processus hautement anticipé de décentralisation — qui accordera aux autorités locales une plus grande autonomie pour le financement des programmes publics — le 1er janvier 2010.

L'Association des Maires, organisation de plus de 300 représentants de municipalités, recevra des subventions globales du gouvernement et auront l'opportunité de confectionner des budgets pour leur municipalité qui pourraient inclure des éléments spécifiques pour la vaccination.

Ont participé à la réunion du 11 novembre les directeurs de l'Association, le Directeur adjoint du PEV, le Dr David MEKONTSO, et Sabin Vaccine Institute. Après la réunion, l'Association des Maires a commencé à formuler des directives concernant la budgétisation de la vaccination pour les maires, y compris l'exploration de nouveaux domaines de taxation comme source possible de financement. Une deuxième réunion aura lieu en février 2010.



## Les parlementaires poursuivent le financement (suite de la page 1)

parlementaires ont fait objection. Ils ont demandé et reçu un rapport concernant le budget de 2009. Ils ont demandé un budget révisé avec des éléments pour les vaccins et les opérations qui, ensemble, couvriraient une grande partie des frais ordinaires anticipés du programme de vaccination de 2010. Au cours de cette session, quinze membres du Parlement se sont prononcés en faveur d'une augmentation du budget de la santé à 15 %, ce qui satisfait l'engagement du pays dans le cadre de la Déclaration d'Abuja.

Les problèmes de financement de la vaccination expose les membres du Parlement à des problèmes encore plus importants. Le budget définitif de la santé ne sera pas connu avant la fin de l'année, mais Mme la députée KATUMWA et ses collègues de l'Assemblée Nationale ont déjà engagé leur pays dans la voie du financement durable de la vaccination. Ceci a vraiment été une bonne nouvelle pour les partenaires GAVI réunis à Hanoï.

## Programme de discussions au Népal (suite de la page 1)

Les participants à la réunion ont convenu qu'un plaidoyer pour le programme de vaccination signifierait la démonstration de l'association entre la performance du programme et les résultats pour la santé (par exemple, moins de cas de rougeole). Les dirigeants du Ministère des Finances et du Comité de Planification ont une compréhension générale des contributions de la vaccination à la santé et la croissance économique, mais la justification des investissements exige de démontrer ces chiffres en utilisant les données propres du pays. La justification des investissements peut alors être utilisées comme base du processus du budget national, et c'est là que les parlementaires jouent un rôle crucial. L'Honorable Sandhya DEVI, présidente du Comité de la Femme, de l'Enfant et de l'Aide Sociale, a déclaré que son comité serait heureux de préconiser un plus grand financement pour la PEV. Dans ce but, elle a demandé à ce que tous les 60 membres de son comité soient informés des contributions de la PEV à la santé et au développement économique lors de la prochaine réunion. Cette réunion — la seconde de la série des séances d'information à l'attention des parlementaires — est planifiée en collaboration avec l'UNICEF et aura lieu au début de 2010.

## Championne de la vaccination de la RDC



Mme Vicky KATUMWA, membre du Parlement et Vice-Présidente du Commission Social Culturelle, s'est révélée être une parlementaire exemplaire plaidant pour la santé du peuple de la RDC. Elle est membre du Parlement depuis 2003 et a été signataire de l'Accord global et inclusif qui a permis à la RDC d'organiser les premières élections démocratiques du pays en 2006.

Mme KATUMWA a vraiment impressionner les participants au Forum des Partenaires GAVI de Hanoï, au Viêt Nam, où elle a parlé des défis surmontés concernant la mise en œuvre du financement durable de la vaccination en RDC. Malgré les revers potentiels, Katumwa continue à être engagée à promouvoir le financement de la vaccination comme moyen de réaliser l'Objectif Numéro 4 du Millénaire pour le Développement (OMD 4).

Mme Vicky Katumwa, membre du Parlement et vice-présidente du Comité des affaires sociales, RDC, au quatrième Forum des partenaires GAVI à Hanoï, Viêt Nam.

« Les dirigeants du Congo sont obligés de donner au secteur de la santé une plus grande priorité en termes de développement et d'amélioration des systèmes de santé », a-t-elle déclaré. « Nous espérons pouvoir faire ce qui est nécessaire pour le gouvernement de la RDC afin de commencer, au minimum, à acheter les vaccins de base et à honorer ses engagements de cofinancement pour les nouveaux vaccins. »

« Ceci, selon moi, créera les conditions de durabilité du financement de la vaccination en RDC », a-t-elle ajouté.

*« Le comité exercera toute son influence pour assurer qu'un budget adéquat soit affecté au secteur de la santé en général, et qu'un élément spécifique du budget soit clairement défini pour le cofinancement des vaccins en particulier. »*

Mme Vicky KATUMWA

## Les parlementaires ougandais sont résolus à surmonter les défis posés par le financement de la vaccination

Plus de 60 participants — y compris 27 membres du Parlement, des dirigeants du Ministère de la Santé et des représentants de l'UNICEF, PATH et Glaxo Smith Kline — ont participé à la première séance d'information à l'intention des parlementaires ougandais sur le financement durable de la vaccination le 15 septembre 2009 à Kampala.

Les participants adoptèrent plusieurs résolutions clés lors de la réunion, en commençant par la demande que les responsables du budget de l'Ouganda se concentrent d'abord sur la prévention plutôt que sur les coûts de traitement des maladies infantiles évitables.

Les participants ont convenu que, pour augmenter l'investissement national dans la vaccination et d'autres programmes de prévention économiques, le parlement doit améliorer ses fonctions de supervision et de plaidoyer. Les parlementaires individuels doivent gagner une meilleure compréhension des défis programmatiques opérationnels et fiscaux à mesure qu'ils examinent minutieusement les budgets proposés

Suite de « Les parlementaires ougandais sont résolus » en page 4



### La première dame de l'Éthiopie est l'hôtesse de la première séance d'information (suite de la page 2)

participants que le nombre d'enfants non immunisés en Éthiopie dépassait le nombre total des enfants à immuniser dans la plupart des autres pays. Ce large groupe d'enfants non immunisés pose une menace constante de réinfection.

Comme le Nigeria, l'Éthiopie a un gouvernement hautement décentralisé. Les services sociaux sont financés par l'intermédiaire de subventions fédérales globales ou de transferts des finances publiques à neuf comités de développement régionaux, lesquels affectent ensuite les ressources à tous les secteurs. Les participants ont convenu que le développement de leurs aptitudes de gestion financière permettrait aux partenaires extérieurs du faire l'appui budgétaire, ce qui réduirait les exigences fiduciaires. Les participants ont convenu que l'engagement direct des neuf parlements régionaux dans des activités de plaidoyer pour le financement durable de la vaccination serait un pas en avant dans ce sens.

### Les parlementaires ougandais sont résolus (suite de la page 3)

pour la santé.

En ce qui concerne la question de durabilité institutionnelle, les parlementaires ont résolu de rechercher des moyens d'améliorer la confiance du public dans les structures financières publiques nationales existantes, parmi la population ougandaise et les collaborateurs extérieurs.

Il est crucial de démontrer la transparence et de bien rendre les comptes. Plutôt que d'attendre que des experts perfectionnent le système, les participants ont convenu que de nouvelles pratiques de gestion financière peuvent être testées et mises en œuvre dès maintenant, en utilisant la vaccination comme un point de départ.

### Financement durable de la vaccination : ressources recommandées

Pour de plus amples informations sur le financement de la santé, l'équipe du Financement durable de la vaccination recommande les ressources suivantes :

- L'Organisation mondiale de la santé (OMF), l'UNICEF et la Banque mondiale ont publié le rapport « Le point sur les vaccins et la vaccination dans le monde » en octobre 2009. Le rapport, qui affirme le lien entre la vaccination et la réduction de la pauvreté et de la mortalité, et la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement, peut être visualisé à : [http://whqlibdoc.who.int/publications/2009/9789241563864\\_eng.pdf](http://whqlibdoc.who.int/publications/2009/9789241563864_eng.pdf)
- L'OMF a aussi publié une étude globale examinant comment 11 pays pauvres très endettés (PPTÉ) ont dépensé leurs fonds d'allègement de la dette. Pour apprendre quelles sont les fonds qui ont été affectés à la vaccination et d'autres formes de réduction de la pauvreté, lire le rapport complet ici : [http://www.who.int/immunization\\_financing/analyses/debt\\_relief/en/](http://www.who.int/immunization_financing/analyses/debt_relief/en/)



*La programme de Plaidoyer pour le Financement durable de la Vaccination est une initiative de l'institut Sabin.*

*Financé par une subvention généreuse de Bill and Melinda Gates Foundation*



2000 Pennsylvania Avenue NW, Suite 7100  
Washington, DC, USA 20006  
[www.sabin.org/sif](http://www.sabin.org/sif)  
[sif@sabin.org](mailto:sif@sabin.org)